

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 7/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18 octobre 2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOPSID (Crassier Marspich)

Port Public Thionville-Illange
57270 Uckange

Références : SEREMANGE-ERZANGE_SOPSID_2022-11-07_RAPVI_SDB_24214
Code AIOT : 0006201890

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 octobre 2022 dans l'établissement SOPSID (Crassier Marspich) implanté 57290 Serémange Erzange. L'inspection a été annoncée le 26 septembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOPSID (Crassier Marspich)
- 57290 Serémange Erzange
- Code AIOT : 0006201890
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le fonctionnement des installations est notamment réglementé par l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-221 du 20 septembre 2016 imposant à la société SOPSID des prescriptions pour la poursuite de l'exploitation de ses installations de traitement de déchets implantées sur le crassier de Marspich à Serémange-Erzange.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- émissions atmosphériques
- rejets aqueux
- déchets
- risques technologiques
- émissions sonores

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-------------------|--|--|---|-----------------------|
| 5 | Déchets | Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 5.3.2 (partiel) | / | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------|---|--|---|-----------------------|
| 6 | Déchets | Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 5.5.2 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 7 | Prévention des risques technologiques | Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 7.11 (partiel) | / | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 2 | Prévention de la pollution atmosphérique | Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 3.7 | / | Sans objet |
| 3 | Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques | Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 4.2 (partiel) | / | Sans objet |
| 4 | Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques | Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 4.3 (partiel) | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 1 | Portée de l'autorisation et conditions générales | Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 1.9 | / | Sans objet |
| 8 | Prévention de la pollution atmosphérique | Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 3.8.1 (partiel) | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de révéler plusieurs non-conformités :

- le registre des déchets entrants ne comprend pas l'ensemble des informations exigées par l'article 5.3.2 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2016 susvisé (point de contrôle n° 5) ;
- le registre des déchets et produits sortants ne comprend pas l'ensemble des informations exigées par l'article 5.5.2 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2016 susvisé (point de contrôle n° 6) ;

- l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la disponibilité effective des débits d'eau en sortie du bassin de 400 m³ et d'une réserve d'eau de 15 m³ (puisard pompant directement dans la source du crassier). Trois poteaux incendie sur les cinq présentent un débit inférieur à 60m³/h. De plus, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le registre sur lequel sont consignées les dates, les modalités des contrôles, les observations constatées et les suites données aux vérifications (point de contrôle n°7).

En application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'inspection propose à Monsieur le préfet de Moselle de mettre l'exploitant en demeure de respecter les dispositions ci-dessus sous un délai de 3 mois. Un projet d'arrêté de mise en demeure est joint au présent rapport. L'inspection propose que le contradictoire soit engagé selon les modalités définies avec la préfecture.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection sous un délai d'un mois à compter de la date du présent rapport :

- la procédure mise en place pour s'assurer qu'un débit minimum de 8 m/s soit garanti en sortie du rejet canalisé de l'Aerofall. Un contrôle sur ce point était prévu le 25 octobre 2022 : l'exploitant transmettra aussi copie du rapport de contrôle 2022 des émissions atmosphériques canalisées de l'Aerofall sous un délai d'un mois (point de contrôle n°2) ;
- copie du compte-rendu d'intervention de l'entreprise spécialisée en ce qui concerne la maintenance du séparateur à hydrocarbures (point de contrôle n°3) ;
- copie du rapport du contrôle des rejets aqueux en sortie du séparateur à hydrocarbures (point de contrôle n°4) ;
- s'agissant du nombre et du volume des bassins mais également de la conformité des prises de raccordement, l'avis du SDIS sur les moyens de lutte actuellement en place (point de contrôle n°7).

L'inspection rappelle également à l'exploitant la nécessité de respecter rigoureusement les dispositions de son arrêté préfectoral, faute de quoi des suites administratives pourront être proposées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Portée de l'autorisation et conditions générales

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 1.9 |
| Thème(s) : Autre, Récapitulatifs des documents à transmettre à l'Inspection des Installations Classées |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit et met à jour chaque année un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">• une notice de présentation des installations avec l'indication des diverses catégories de déchets pour le traitement desquels ces installations ont été conçues ;• un plan des installations à jour, mentionnant les unités de traitement et les stocks en transit, ainsi que les éventuelles modifications ;• pour chaque unité du site, et pour chaque type de traitement, la nature (a minima description du déchet et code déchet à 6 chiffres), la quantité et la provenance des déchets traités au cours de l'année précédente, et, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement des installations, celles prévues pour l'année en cours ; ces éléments doivent permettre de vérifier aisément le tonnage annuel entrant pour chaque unité ;• pour chaque unité du site, et pour chaque type de traitement, le devenir des produits traités et les quantités correspondantes pour chaque filière, ces éléments doivent permettre de vérifier aisément le tonnage annuel sortant pour chaque unité. Ce dossier est adressé à l'Inspection des Installations Classées avant le 31 janvier de chaque année. |
| Constats : Les deux derniers bilans d'activité 2016 et 2017 adressés à l'inspection l'ont été par courriers des 31 janvier 2017 et 23 mars 2018 et répondent aux dispositions de l'article 1.9. L'exploitant a ensuite interrompu les envois. Post-inspection, l'exploitant a transmis, par courrier du 21 octobre 2022, le dossier comportant l'ensemble des éléments listés ci-dessus, dont les bilans matière des années 2018 à 2021 indiquant le tonnage annuel entrant et sortant pour chaque unité. |
| Observations : L'inspection rappelle à l'exploitant la nécessité de respecter les dispositions de son arrêté préfectoral, faute de quoi des suites administratives pourront être proposées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 3.7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des rejets atmosphériques |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Des mesures de rejets de poussières sont effectuées annuellement sur chacune des cheminées de l'aerofall et du TBS. Ces contrôles sont effectués par un organisme agréé par le Ministère en charge de l'environnement. Les débits et les vitesses d'éjection sont également mesurés au moins annuellement. Les résultats, accompagnés de commentaires, sont adressés dans les deux mois suivants les analyses à l'Inspection des Installations Classées. |
| Constats : Par courrier du 21 octobre 2022, l'exploitant a informé l'inspection que l'installation TBS était à l'arrêt depuis 2016. A ce titre, aucun contrôle des rejets issus de cette installation n'est attendu. L'exploitant assure bien annuellement le contrôle des rejets issus de l'installation Aerofall (vu les rapports des contrôles réalisés en 2019, 2020 et 2021). Les résultats des contrôles montrent qu'en 2021, la vitesse d'éjection était de 6,61 m/s en moyenne pour une vitesse minimale prescrite de 8 m/s. |
| Observations : L'inspection demande à l'exploitant de paramétrer le fonctionnement de ses installations pour qu'un débit minimum de 8 m/s soit garanti. Cette mesure corrective sera évaluée sur la base des résultats du contrôle 2022 des rejets programmé le 25 octobre 2022. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre copie du rapport de contrôle sous un délai d'un mois. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Néant à ce stade |

N° 3 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 4.2 (partiel) |
| Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux résiduaires |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : [...] Les eaux pluviales ou de ruissellement polluées suite à un ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages de déchets non dangereux, autres zones de stockages ou autres surfaces imperméables sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence. [...] Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilités pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. [...] |
| Constats : Lors de la visite, l'exploitant a déclaré : <ul style="list-style-type: none">• disposer d'un séparateur à hydrocarbures permettant le traitement des eaux de ruissellement potentiellement polluées collectées sur les plateformes de lavage des véhicules et de distribution de GNR connexes à l'atelier engins ;• avoir vidangé le séparateur deux ans auparavant et n'avoir effectué aucun contrôle de son fonctionnement depuis cette opération. Par courrier du 21 octobre 2022, l'exploitant a déclaré avoir pris contact avec une entreprise spécialisée le 19 octobre 2022 pour effectuer la maintenance du séparateur. |
| Observations : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre à l'inspection, sous un délai d'un mois, copie du compte-rendu d'intervention de l'entreprise spécialisée. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Néant à ce stade |

N° 4 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 4.3 (partiel) |
| Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des rejets |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : [...] Les eaux pluviales polluées ne peuvent être rejetées au milieu naturel que sous réserve de respecter les objectifs de qualité et les valeurs limites d'émission fixés par le présent arrêté. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. Les eaux pluviales polluées rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : <ul style="list-style-type: none">• matières en suspension totales : 35 mg/l ;• DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l ;• hydrocarbures totaux : 10 mg/l. |
| Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de résultats de contrôle de la qualité des rejets en sortie du séparateur à hydrocarbures. Par courrier du 21 octobre 2022, il a indiqué avoir pris contact avec un prestataire en vue d'effectuer le contrôle sous un délai court. |
| Observations : L'inspection demande à l'exploitant la transmission, sous un délai d'un mois, d'une copie du rapport de contrôle des rejets issus du séparateur à hydrocarbures. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Néant à ce stade |

N° 5 : Déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 5.3.2 (partiel) |
| Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site. Pour chaque flux de déchets entrants, les déchets entrants sur le site font l'objet d'un enregistrement précisant au minimum : <ul style="list-style-type: none">• la date de réception ;• le nom et l'adresse du détenteur des déchets ;<ul style="list-style-type: none">• la nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement) ;• l'identité du transporteur des déchets ;• le numéro d'immatriculation du véhicule ;• le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement CE n°1013/2006 concernant les transferts de déchets ;• le résultat du contrôle visuel ;<ul style="list-style-type: none">• l'opération subie par les déchets dans l'installation et le code correspondant selon les annexes I et II de la directive n°2008/98/CE relative aux déchets ;• le cas échéant, la date et le motif de refus de prise en charge de déchets. <p>[...]</p> <p>Ces registres sont conservés pendant au moins trois ans et sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p> |
| Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le registre, indiquant qu'il était nécessaire de procéder à une extraction des informations à partir de la base de données. Post-inspection, l'exploitant a transmis un extrait du registre des déchets entrants pour les journées des 17 août, 16 septembre et 17 octobre 2022. Cet extrait ne permet cependant pas d'avoir accès à l'ensemble des informations listées supra. En effet, les informations sont enregistrées soit sous format informatique soit en format papier. Il n'existe à ce jour aucun registre répondant aux dispositions ci-dessus. Par courriel du 25 octobre 2022, l'exploitant a indiqué : <ul style="list-style-type: none">• travailler avec la société en charge de la gestion du logiciel bascule à l'ajout des modules de gestion de déchets dans le but d'avoir une vision unique sur l'ensemble des points demandés ;• que cette modification prendra plusieurs semaines. |
| Observations : L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de trois mois, les dispositions de l'article 5.3.2 ci-dessus. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 6 : Déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 5.5.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets et des produits sortants |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets et les produits issus du traitement et sortant du site. Pour chaque chargement, le registre des déchets et des produits issus du traitement des déchets contient les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• la date de l'expédition ;• le nom et l'adresse du repreneur ;• la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement) ;• le cas échéant, la nature et la quantité de produits issus du traitement des déchets ;• l'opération subie par les déchets dans l'installation et le code correspondant selon les annexes I et II de la directive n°2008/98/CE relative aux déchets ;• la date à laquelle la fin du traitement est constatée ou, si le mode de traitement ne permet pas de connaître cette date, la durée moyenne entre l'admission des déchets et leur traitement ;• l'identité du transporteur ;• le numéro d'immatriculation du véhicule ;• le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement CE n°1013/2006 concernant les transferts de déchets ;• le lieu de destination des déchets ou des produits issus du traitement des déchets ;• la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L.541-1 du Code de l'environnement. Ces registres sont conservés pendant au moins trois ans et sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. |
| Constats : Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le registre des déchets sortants, indiquant qu'il était nécessaire de procéder à une extraction des informations à partir de la base de données. Post-inspection, l'exploitant a transmis un extrait du registre des déchets sortants pour les journées des 17 août, 16 septembre et 17 octobre 2022. Cet extrait ne permet cependant pas d'avoir accès à l'ensemble des informations listées supra. En effet, les informations sont enregistrées soit sous format informatique soit en format papier. Il n'existe à ce jour aucun registre répondant aux dispositions ci-dessus. Par courriel du 25 octobre 2022, l'exploitant a indiqué : <ul style="list-style-type: none">• travailler avec la société en charge de la gestion du logiciel bascule à l'ajout des modules de gestion de déchets dans le but d'avoir une vision unique sur l'ensemble des points demandés ;• que cette modification prendra plusieurs semaines. |
| Observations : L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de trois mois, les dispositions de l'article 5.5.2 ci-dessus. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 7 : Prévention des risques technologiques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 7.11 (partiel) |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |

Prescription contrôlée :

[...] Les moyens d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.
L'établissement doit disposer au minimum des moyens ci-après :

[...]

- de plusieurs extincteurs en nombre suffisant répartis sur les lieux présentant des risques spécifiques ;
- d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prise d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implanté de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.

Deux réserves d'eau de 200 m³ et 60 m³ destinées à l'extinction sont disponibles et accessibles en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Ces réserves disposent des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m³/h.

L'exploitant est en mesure de justifier, auprès de l'Inspection des Installations Classées, la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement des réserves d'eau incendie.

[...]

Les dates, les modalités de ces contrôles, les observations constatées et les suites données à ces vérifications doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'Inspection des Installations Classées. [...]

Constats : L'exploitant a déclaré disposer notamment des moyens de lutte incendie suivants :

- un bassin de 200 m³ et un bassin de 60 m³ équipés de pompes ;
- 5 poteaux incendie d'un débit nominal de 60m³/h.

La présence et le positionnement de ces dispositifs vis-à-vis des risques à couvrir ont reçu un avis favorable du SDIS en date du 11 janvier 2016.

Post-inspection, l'exploitant a indiqué :

- après vérification, ne pas être en conformité avec les dispositions de son arrêté préfectoral vis-à-vis du nombre et du volume des bassins et disposer d'un bassin de 400 m³ et d'une réserve d'eau de 15 m³ (puisard pompant directement dans la source du crassier). Il n'a pas été en mesure de justifier la conformité des prises de raccordement et la disponibilité effective des débits d'eau en sortie du bassin ;
- avoir fait évaluer les débits des poteaux incendie lors d'un contrôle effectué le 17 juillet 2022 : les débits des trois poteaux (et non cinq comme déclaré lors de la visite par l'exploitant) étaient inférieurs à 60m³/h. Au regard de ce constat, l'exploitant a mandaté la société en charge des pompes du bassin pour la réalisation d'un contrôle.

L'exploitant a également déclaré disposer d'un parc de 59 extincteurs, contrôlés le 29 octobre 2021 (prochain contrôle prévu en novembre 2022).

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le registre sur lequel sont consignées les dates, les modalités des contrôles, les observations constatées et les suites données aux vérifications de ces moyens de lutte contre l'incendie.

Observations : L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de trois mois, les dispositions de l'article 7.11 (partiel) ci-dessus en matière de disponibilité effective des débits d'eau en sortie du bassin et de registre sur lequel sont consignées les dates, les modalités des contrôles, les observations constatées et les suites données aux vérifications. S'agissant du nombre et du volume des bassins mais également de la conformité des prises de raccordement, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous un délai d'un mois, l'avis du SDIS sur les moyens de lutte actuellement en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Prévention de la pollution atmosphérique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, article 3.8.1 (partiel) |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu d'assurer une surveillance de la qualité de l'air et des impacts potentiels des installations (sources canalisées et diffuses) sur l'environnement. [...] Cette surveillance porte a minima sur les poussières sédimentables, et les poussières en suspension. Pour une zone pertinente donnée, lorsque la surveillance d'un polluant est déjà réalisée par un réseau de mesure de la qualité de l'air, celui-ci est dispensé de la surveillance dudit polluant sur cette zone. [...] |
| Constats : L'exploitant réalise une surveillance de ses émissions canalisées (cf. point de contrôle n°2) et diffuses de poussières. Jusqu'en 2017, SOPSID réalisait sa propre surveillance (vu le rapport suite au contrôle du 2 février 2017 - sans observation de l'inspection). L'exploitant a ensuite mutualisé la surveillance avec la société ArcelorMittal France puisque SOPSID est implanté sur le crassier de Marspich, exploité par la société ArcelorMittal France. Les résultats des contrôles réalisés en 2021 et 2022 n'appellent pas d'observation. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |